



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 6 au 10 avril 2026

Faits saillants

- Japon : dégradation de la conjoncture en dépit des hausses salariales de début d'année
- Japon : adoption du Budget – à un niveau record – 2026-2027
- Corée du Sud : *statu quo* monétaire de la BoK
- Corée du Sud : retour sur la visite du Président de la République les 2 et 3 avril

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 10/04	Var. vs. 03/04
USD/JPY	159,3	-0,19 %
USD/KRW	1 509,7	-1,58 %
Nikkei 225	59 924 pts	+7,15 %
KOSPI	5 859 pts	+8,96 %
JGB 10 ans	2,444 %	+6,7 pbs
KTB 10 ans	3,739 %	-5,7 pbs

Japon

Macroéconomie

Stagflation | Depuis le blocage effectif du détroit d'Ormuz, les indicateurs conjoncturels japonais se dégradent rapidement. L'indice coïncident de l'activité (indicateur composite publié par le gouvernement mesurant l'état de l'économie à partir de données de production, d'emploi et de ventes) a ainsi reculé de -1,6 points en février (à 116,3), pénalisé par le repli des livraisons de semi-conducteurs et la baisse de la production automobile. Les dépenses des ménages de l'Archipel ont reculé de -1,8 % en glissement annuel (g.a.) en février, au-delà des prévisions de marché. Ces éléments s'ajoutent à la dégradation des indices PMI manufacturier (51,6 en mars, contre 53,0 en février) et des services (53,4, contre 53,8), confirmant un essoufflement plus large de l'activité. Ce tableau contraste avec les dernières données salariales encourageantes – mais prises en compte antérieurement au déclenchement du conflit : les salaires réels ont progressé de +1,9 % en g.a. en février, soit leur plus forte hausse depuis mai 2021, portés par une accélération du salaire de base (+3,3 %, au rythme le plus élevé depuis 34 ans) et ce, avant même les résultats des négociations du *Shuntō* (hausse supérieures attendues à +5 % pour la troisième année consécutive). Dans ce contexte, la Banque du Japon (BoJ) se trouve face à un dilemme à l'approche de sa réunion de politique monétaire des 27 et 28 avril : si la dynamique salariale et une inflation dépassant la cible de 2 % depuis près de quatre ans plaident pour la poursuite de la normalisation monétaire, son rapport trimestriel du 6 avril avertit que la hausse des coûts énergétiques et les perturbations d'approvisionnement

liées au conflit au Moyen-Orient pèsent sur les entreprises et la consommation dans plusieurs régions. Le 1^{er} avril, l'un des deux nouveaux membres du comité, T. Asada, a explicitement évoqué un risque stagflationniste, soulignant les limites de la politique monétaire pour y répondre seule.

Budget | Le budget pour l'exercice fiscal 2026-2027 a été adopté le 7 avril en séance plénière de la chambre des Conseillers, avec sept jours de retard sur le calendrier habituel, une première depuis 2015. Le montant total du budget atteint un niveau record de 122 300 Mds JPY (661 Mds EUR), en hausse de 7 100 Mds JPY (38 Mds EUR) par rapport à l'exercice précédent. Les principales lignes de dépenses reflètent les priorités du gouvernement Takaichi, avec un record de dépenses allouées à la Défense (8 984 Mds JPY, +315 Mds JPY), et à la Sécurité sociale (39 100 Mds JPY, +762 Mds JPY). Les dépenses consacrées aux politiques visant les étrangers ont également été augmentées de 132 Mds JPY (713 Mi EUR), avec des mesures attendues notamment contre le surtourisme et les hébergements illégaux, ainsi que le renforcement des règles concernant les résidents illégaux. Parallèlement, la charge du service de la dette (à 31 276 Mds JPY, soit 169 Mds EUR) a franchi pour la première fois le seuil des 30 000 Mds JPY, représentant près d'un quart des dépenses totales. Le budget ne comprend toutefois pas de mesures spécifiques pour répondre au choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient, ayant été élaboré avant le déclenchement des hostilités. Seule une réserve pour imprévus de 1 000 Mds JPY (5,4 Mds EUR) pourrait être mobilisée à cet effet, bien qu'elle soit initialement destinée à la gestion des catastrophes naturelles. Le gouvernement a déjà puisé dans les fonds de réserve du budget de l'an dernier pour maintenir le prix de l'essence sous les 170 JPY le litre en moyenne, mais ces fonds devraient être épuisés d'ici deux mois environ. Si des voix s'élèvent au sein de la majorité – comme de l'opposition – pour réclamer un budget rectificatif, la Première ministre S. Takaichi et la Ministre des Finances S. Katayama ont toutes deux écarté cette option à ce stade, jugeant la situation insuffisamment stabilisée pour en évaluer l'ampleur.

Secteur financier

Marchés | Les marchés japonais ont enregistré un rebond marqué mercredi 8 avril, à la suite de l'annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines entre les États-Unis, l'Iran et Israël, accompagné de la réouverture temporaire du détroit d'Ormuz. Le 8 avril, les marchés actions japonais ont enregistré une progression marquée : l'indice *Nikkei 225* a gagné +5,4 % pour atteindre 56 308 points, tandis que le *TOPIX* s'est adjugé +3,3 %, à 3 775 points. Les deux indices ont ainsi renoué avec leurs niveaux les plus élevés depuis plus d'un mois. Les valeurs technologiques et industrielles, particulièrement pénalisées depuis le début du conflit, ont signé les hausses les plus marquées : *Furukawa Electric* (+12,4 %), *JX Advanced Metals* (+12 %), *Tokyo Electron* (+8,4 %), *Advantest* (+9,4 %) et *Disco Corp* (+6,8 %). Sur le marché des changes, le yen a rebondi à 158,2 JPY pour 1 USD, sa plus forte appréciation depuis le 19 mars, s'éloignant temporairement du seuil de 160 JPY, effleuré et franchi à plusieurs reprises au cours de ces dernières semaines. Les tensions sur les obligations souveraines japonaises (JGBs) se sont également réduites, portées par les maturités longues, avec des taux en baisse pour les maturités à 10 ans (-4,5 pbs, à 2,359 %) et à 30 ans (-16 pbs, à 3,587 %). Les marchés demeurent toutefois très volatils et soumis à la capacité de maintenir la trêve actuelle. Si le *Nikkei 225* a encore légèrement progressé à 56 680 points ce 10 avril, le *TOPIX* a reculé à 3 740 points. De son côté, le yen s'est à nouveau déprécié à 159,1 JPY pour 1 USD et les rendements des JGBs sont repartis modérément à la hausse.

Secteurs non financiers

Énergie – Iran | L'annonce du cessez-le-feu en Iran ne semble pas être de nature à rassurer pleinement le gouvernement japonais quant à la sécurité de ses approvisionnements pétroliers, celui-ci ayant annoncé le 10 avril la mobilisation de l'équivalent de 20 jours supplémentaires de consommation de pétrole brut à partir du mois de mai, alors que les réserves ont déjà été entamées (204 jours restants sur 254 initialement). En dépit des propos de la Première ministre S. Takaichi, qui a indiqué la semaine dernière que les besoins du pays pourraient en principe être couverts jusqu'en 2027, l'intérêt immédiat du Japon reste la résolution durable du conflit afin de permettre un rétablissement rapide du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, par lequel transitent 94 % de ses importations de pétrole brut. Ce point a été rappelé par la Première ministre au dirigeant iranien M. Pezeshkian lors d'un échange téléphonique, le 8 avril. Même si le recours à des sources alternatives (Asie centrale, États-Unis, Amérique latine) permettrait de prévenir d'éventuelles ruptures d'approvisionnement au Japon, les surcoûts induits pèseraient sur la compétitivité du secteur de la chimie – qui représente 16 % du PIB manufacturier – déjà fragilisé par le conflit.

IA | Le *Cabinet Office* a approuvé un projet d'amendement de l'*Act on the Protection of Personal Information* (APPI) visant à soutenir l'innovation en matière d'intelligence artificielle (IA). Cette évolution marque un passage d'une logique principalement fondée sur le consentement individuel vers un cadre plus flexible, privilégiant l'usage des données à des fins d'innovation. Selon le gouvernement, les nouvelles dispositions maintiendraient des garde-fous pour les individus, certaines catégories de données – notamment les informations de santé les plus sensibles – demeurant strictement encadrées. Des inquiétudes persistent néanmoins quant à un possible affaiblissement du niveau global de protection. Le Ministre en charge de la transformation numérique, H. Matsumoto, a indiqué qu'en l'absence d'une telle évolution législative, le pays ferait face à « un obstacle majeur au développement et à l'utilisation de l'IA ». Cette réforme s'inscrit dans une tendance plus large observée à l'international, plusieurs pays cherchant actuellement à ajuster leurs législations afin de concilier protection des données personnelles et soutien à l'innovation. Par ailleurs, *Digital Realty* et *Mitsubishi Corporation* ont inauguré à Tokyo, le 8 avril, le premier *Digital Realty Innovation Lab* (DRIL) d'Asie-Pacifique. Ce site, destiné à tester en conditions réelles des infrastructures d'IA et de *cloud* hybride, permet aux entreprises d'évaluer des configurations à haute densité, incluant des solutions de refroidissement liquide, avant leur déploiement à grande échelle. Cette initiative illustre le renforcement du positionnement du Japon comme *hub* régional pour les infrastructures critiques de l'IA et du calcul haute performance.

Corée du Sud

Macroéconomie

Inflation et politique monétaire | L'inflation s'est élevée à +2,2 % en glissement annuel (g.a.) en mars 2026, après +2,0 % en janvier et février, se situant légèrement au-dessus de la cible de 2,0 % de la Banque de Corée (BoK). Cette légère accélération reflète principalement des effets de base haussiers sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires, dans un contexte de volatilité persistante des prix des matières premières importées, tout en s'inscrivant dans un environnement de demande intérieure modérée. Dans ce contexte, la BoK a décidé de maintenir son taux directeur à 2,5 % lors de sa réunion du 10 avril, prolongeant un *statu quo* observé depuis près d'un an. Cette décision, largement anticipée par les marchés, intervient dans un contexte d'incertitudes accrues liées au conflit au Moyen-Orient, accentuant les

pressions haussières sur les prix – estimées à +0,8 p.p. par l’OCDE – et les risques baissiers sur la croissance, avec une forte volatilité financière et de change. S’agissant de l’orientation future, la BoK précise qu’elle suivra attentivement l’évolution des conditions domestiques et internationales, ainsi que leurs effets sur l’inflation, la croissance et la stabilité financière. Les marchés anticipent, de leur côté, une possible hausse des taux dans les prochains mois : le rendement des obligations souveraines (KTBs) à trois ans, qui s’établissait à 2,935 % en début d’année, a atteint 3,338 % le 9 avril. À noter enfin qu’il s’agissait de la dernière réunion présidée par le gouverneur Chang-yong Rhee, dont le mandat arrivera à échéance le 20 avril, et qui devrait être remplacé par Hyun-song Shin, actuellement chef du Département monétaire et économique de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Secteurs non-financiers

Visite présidentielle – Forum économique France-Corée du Sud | À l’occasion de la visite du Président de la République, Emmanuel Macron, en République de Corée, un forum économique consacré aux partenariats stratégiques entre la France et la Corée du Sud a été organisé autour des thématiques de la décarbonation, des biotechnologies et des *deeptech*. Les discussions ont fait ressortir quatre axes transversaux : (i) le rôle du cadre réglementaire dans le développement et le déploiement des technologies d’avenir, (ii) la densité et la montée en gamme des partenariats déjà engagés (recherche, nucléaire, hydrogène, *deeptech*), (iii) l’identification de pistes opérationnelles de coopération par secteur (co-développement, investissements croisés, partenariats technologiques), et (iv) l’attractivité de la France comme plateforme d’innovation et d’accès au marché européen, dans un contexte de recomposition des chaînes de valeur. Au total, 11 accords ont été signés en marge du forum entre entreprises françaises et sud-coréennes, notamment dans les domaines de l’énergie, des technologies avancées et de la santé. Le forum a été clôturé par le Président de la République, qui avait rencontré en amont du forum plusieurs grands industriels sud-coréens.



Visite présidentielle – Quantique | En marge de la visite du Président de la République, le Ministre coréen des Sciences et des Technologies de l’information et de la communication, Gyeong-hun Bae, et le Ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Espace français, Philippe Baptiste, se sont réunis à l’occasion du 9^e Comité mixte stratégique Sciences et Technologies (COMIX) franco-coréen. Le CNRS et l’*Institute for Basic Science (IBS)*, le *Korea Advanced Institute of Science and Technology (KAIST)*, la *Seoul National University* et la *Korea University* ont signé à cette occasion plusieurs protocoles d’entente, visant à approfondir la coopération en matière de recherche et de mobilité scientifique, notamment dans les secteurs clés de l’IA et du quantique. En particulier, la start-up française *Quandela* établira un centre de recherche à la KAIST. Les deux parties ont également annoncé une coopération dans le développement de composants matériels quantiques, ainsi que dans l’approvisionnement en matériaux, composants et équipements, via les infrastructures de fabrication quantique de la KAIST. Le quantique a aussi été au cœur du panel *deeptech* du forum économique franco-coréen, au cours duquel l’acteur sud-coréen *Qunova Computing* et les entreprises françaises *Pasqal* et *Quandela* ont exploré des pistes de coopération concrètes, en s’appuyant sur l’expertise scientifique française et les capacités d’industrialisation sud-coréennes.

Nucléaire | L'énergéticien public *Korea Hydro and Nuclear Power* (KHNP) a remis en service son réacteur Kori-2, inauguré en 1983, après un processus de rénovation des infrastructures et d'inspections de sécurité intervenu après l'expiration de sa licence d'exploitation initiale de 40 ans. Cette décision marque la première extension de la durée de vie d'un réacteur en Corée du Sud dans le cadre réglementaire actuel, alors que neuf autres réacteurs verront leurs licences expirer à l'horizon 2030, dont Kori-3 et Kori-4. L'administration du Président Jae-myung Lee avait initialement exprimé des réticences quant à l'augmentation des capacités nucléaires, avant de rejoindre l'opinion publique et de reprendre les projets de construction de nouveaux réacteurs. À l'occasion de la visite d'État française, la France et la Corée du Sud ont convenu d'approfondir leur coopération stratégique dans le nucléaire. En particulier, *KHNP* et *Orano* ont signé un protocole d'accord couvrant l'ensemble du cycle du combustible nucléaire, visant à renforcer la stabilité de la chaîne d'approvisionnement et à consolider leurs positions sur le marché mondial de l'énergie nucléaire. Cet accord prévoit aussi une coopération technique avec *Framatome*.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.